

## Leçon 2.6



# Protection de l'enfance

---

### Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

#### Objectifs

Expliquer les devoirs du personnel de maintien de la paix en matière de protection de l'enfance dans le cadre du mandat de base d'une opération de maintien de la paix de l'ONU.

#### Pertinence


L'ONU attend des agents de maintien de la paix qu'ils protègent et promeuvent les droits humains, y compris les droits de l'enfant. En tant qu'agent de maintien de la paix de l'ONU, vous avez le pouvoir de protéger les enfants contre les violations de leurs droits, dans le cadre du devoir de protection associé au maintien de la paix. Les enfants sont vulnérables et le droit international leur accorde une protection particulière.

Vous devez comprendre votre rôle dans la protection des enfants contre les six violations graves commises à leur encontre dans les situations de conflit armé. Il s'agit notamment de la protection contre les violences telles que le recrutement et l'utilisation des enfants par les forces et les groupes armés.

Cette leçon vous explique vos responsabilités en matière de protection de l'enfance et de promotion de leurs droits. Vous devez connaître les vulnérabilités particulières des filles et des garçons.

### Diapositive 1



2.6 Protection de l'enfance 

**Objectifs**

- Expliquer les devoirs du personnel de maintien de la paix en matière de protection de l'enfance dans le cadre du mandat de base d'une opération de maintien de la paix de l'ONU.

**Pertinence**

- L'ONU attend des agents de maintien de la paix qu'ils protègent et promeuvent les droits humains, y compris les droits de l'enfant. Vous avez une obligation de protection.
- Vous devez comprendre votre rôle dans la protection de l'enfance contre les six violations graves commises à leur encontre dans les situations de conflit armé.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 1


### Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

- De définir le terme « enfant » selon le droit international.
- D'expliquer pourquoi les enfants ont besoin d'une protection particulière, en particulier pendant les conflits armés.
- D'identifier les six violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé.
- D'énumérer les mesures que le personnel de maintien de la paix de l'ONU peut mettre en œuvre pour protéger les enfants.

### Diapositive 2



2.6 Protection de l'enfance 

**Résultats de l'apprentissage**

1. Définir un enfant selon le droit international.
2. Expliquer pourquoi les enfants ont besoin d'une protection spéciale, en particulier pendant les conflits armés.
3. Identifier les six violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé.
4. Énumérer les mesures que le personnel de maintien de la paix de l'ONU peut mettre en œuvre pour protéger les enfants.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 2

## Aperçu de la leçon



**Durée minimale de la leçon : 45 minutes** (Activité d'apprentissage 2.6.1 incluse).

La leçon	Pages	Diapositives
Activité d'apprentissage obligatoire 2.6.1 : Vidéo : <i>Le destin d'un enfant – Protection de l'enfance et maintien de la paix</i>	4-5	3-4
Définitions	6-9	5-6
Importance de l'attention portée aux enfants dans les conflits armés	9-19	7-8
Partenaires de l'ONU qui jouent un rôle de premier plan dans les problématiques relatives aux enfants dans les conflits armés	19-21	9
Cadre juridique, politique et orientation	21-32	10-14
La protection de l'enfance dans le cadre du maintien de la paix de l'ONU	32-33	15
Rôles et responsabilités	34-38	16-19
Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?	39-41	20-22
Clôture de la leçon	42	23
<b>Document – Résumé des messages clés</b>	<b>43-44</b>	–

Activités d'apprentissage facultatives	
Activité d'apprentissage facultative 2.6.2 : Les risques que courent les enfants pendant les conflits armés	Voir 2.6 Aide à l'apprentissage
Activité d'apprentissage facultative 2.6.3 : Obligations des agents dans le cadre de leurs interactions avec les enfants	



**Conseils aux formateurs :** Consultez la partie 2.6 Aide à l'apprentissage pour des conseils sur la présentation de la leçon, des consignes sur les activités d'apprentissage obligatoires, des activités d'apprentissage facultatives et une évaluation de l'apprentissage.

## La leçon

### Activité d'apprentissage obligatoire 2.6.1

#### Diapositive 3



2.6 Protection de l'enfance 

**Activité d'apprentissage obligatoire 2.6.1 : Le destin d'un enfant – Protection de l'enfance et maintien de la paix**

---

**Objet :** Examiner l'impact des conflits sur les enfants et l'importance de leur accorder une protection particulière

**Temps imparti :** 15 minutes

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 3

#### Activité d'apprentissage obligatoire 2.6.1 : Le destin d'un enfant – Protection de l'enfance et maintien de la paix

<b>Méthode</b>	Vidéo de l'ONU ( <b>Diapositive 4</b> ), réflexion et discussion de groupe
<b>Objet</b>	Examiner l'impact des conflits sur les enfants et l'importance de leur accorder une protection particulière, et faire le lien avec la Leçon 2.6
<b>Temps imparti</b>	15 minutes

Voir le dossier 2.6 Aide à l'apprentissage pour consulter les consignes.



**Conseils aux formateurs :** La page Web de l'ONU sur le maintien de la paix, qui contient la vidéo « Le destin d'un enfant – Protection de l'enfance et maintien de la paix », décrit la protection de l'enfance comme étant « au cœur du maintien de la paix ».

Cela s'explique notamment par le fait que les expériences vécues par les enfants dans des conflits violents touchent profondément les adultes en raison de leur grande vulnérabilité. Pour briser le cycle des conflits récurrents, il est donc nécessaire de protéger les enfants contre les conflits violents et leurs effets durables.



La vidéo fait référence aux conseillers à la protection de l'enfance qui, depuis 1999, sont régulièrement déployés dans les zones de conflit en vertu d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.

Communiquez aux participants les informations actualisées suivantes : Le personnel chargé de la protection de l'enfance comprend des conseillers, des responsables et des assistants nationaux et internationaux ainsi que des bénévoles de l'ONU.


Certaines missions disposent de sections de protection de l'enfance, d'autres d'unités de protection de l'enfance. Le personnel chargé de la protection de l'enfance est déployé dans toutes les opérations de maintien de la paix dotées d'un mandat de protection de l'enfance.

La composante (unité ou section) et le personnel chargés de la protection de l'enfance sont les principaux experts en la matière au sein d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Ils soutiennent tous les agents de maintien de la paix dans leur responsabilité partagée en matière de protection de l'enfance, quel que soit le contexte de la mission. Insistez sur cette responsabilité partagée dans le cadre de l'Activité d'apprentissage de clôture 2.6.1 et tout au long de la leçon, comme expliqué plus en détail dans la Leçon 2.6 Aide à l'apprentissage.

## Définitions

### Diapositive 5



2.6 Protection de l'enfance 

### Définitions

**Qui doit-on considérer comme un enfant ?**

La Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant (CDE) énonce qu'un enfant :

- « S'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable ».

(CDE, art. 1)

**Dans ses normes, l'ONU définit un enfant comme toute personne âgée de moins de 18 ans**

- Cette définition sous-tend les actions de l'ensemble du personnel de maintien de la paix de l'ONU

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 5



**Message clé n°1 :** Le droit international considère les personnes de moins de 18 ans comme des enfants, à moins que leur pays ne les considère comme des adultes à un âge plus précoce. Pour l'ONU, toutes les personnes de moins de 18 ans sont des enfants, quelle que soit la législation nationale. Le droit international accorde à tous les enfants une protection et une attention particulières.

### Qui doit-on considérer comme un enfant ?

Dans certaines cultures, les enfants entrent dans l'âge adulte lorsqu'ils se marient, ont un partenaire ou gagnent un salaire, de sorte qu'ils peuvent être considérés comme des adultes même s'ils ont moins de 18 ans. C'est leur rôle social qui définit leur maturité, et non leur âge. Toutefois, le personnel de maintien de la paix doit respecter la norme de l'ONU selon laquelle toute personne de moins de 18 ans est un enfant.

La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) fait partie des traités internationaux qui enrichissent et précisent les droits humains spécifiques introduits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les principaux pactes. La CDE définit un « enfant » comme « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable » (CDE, art. 1).


**L'âge de la majorité est l'âge auquel la loi d'un État reconnaît une personne comme adulte. Dans de nombreux pays et pour l'ONU, un enfant**

**désigne toute personne âgée de moins de 18 ans, c'est-à-dire toute personne depuis sa naissance jusqu'à son 18e anniversaire.**

**Qu'est-ce que la protection de l'enfance ?**

**Diapositive 6**



2.6 Protection de l'enfance 

**Qu'est-ce que la protection de l'enfance ?**

- **La protection de l'enfance a pour objectif de :**
  - Protéger les enfants contre la violence, les abus et la négligence
  - Promouvoir leurs droits
- En 1999, le Conseil de sécurité a fait de la protection de l'enfance une préoccupation majeure en matière de paix et de sécurité internationales
- Le Secrétaire général présente chaque année au Conseil de sécurité un rapport sur les tendances mondiales et les situations spécifiques à chaque pays concernant les enfants dans les conflits armés

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 6

La protection de l'enfance a pour objectif de :

- Protéger les enfants contre la violence, les abus et la négligence
- Promouvoir leurs droits.

En 1999, le Conseil de sécurité de l'ONU a fait de la protection de l'enfance une préoccupation majeure en matière de paix et de sécurité internationales. Le Secrétaire général présente chaque année au Conseil de sécurité un rapport sur les tendances mondiales et les situations spécifiques à chaque pays concernant les enfants dans les conflits armés.



**Conseils aux formateurs :** Des rapports spécifiques aux pays sont également disponibles sur le site Web du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé (BRSSG-ECA), par exemple sur la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud. Si vous connaissez le lieu de déploiement des apprenants, adaptez le contenu de la leçon aux caractéristiques spécifiques du pays ou de la région concernée. Invitez les apprenants à estimer le nombre d'enfants, âgés de 18 ans ou moins, qui ont été victimes de violations graves dans des situations de conflit armé selon les informations vérifiées par l'ONU pour l'année de publication des données la plus récente. Utilisez le lien vers les rapports du Conseil de sécurité pour

*obtenir les chiffres actuels qui serviront de référence principale pour cette leçon. Les chiffres indiqués ici sont ceux de 2023 et ont été rapportés en 2024, après vérification.*

Les tendances observées ne suscitent pas l'optimisme. Les chiffres inclus dans le rapport 2024 du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés font état de 30 705 violations à l'encontre de 22 557 enfants en 2023, soit une augmentation de 21 % par rapport à 2022. Les chiffres pour 2024, qui seront publiés en 2025, devraient s'avérer encore plus élevés.

Les données disponibles ne donnent pas une image complète de la situation mondiale. Elles représentent des violations flagrantes, connues et avérées, du droit international et des traités internationaux.

En 2023, les violations ont touché 15 847 garçons, 6 252 filles et 458 autres enfants de sexe inconnu.

- 5 301 sont décédés
- 6 348 ont été mutilés
- 8 655 ont été recrutés et utilisés
- 4 356 ont été enlevés
- 5 205 cas de refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire.
- En outre, 2 491 enfants ont été placés en détention en raison de leur association réelle ou présumée avec des groupes armés, y compris ceux désignés comme organisations terroristes par l'ONU, ou pour des motifs de sécurité nationale.



**Conseils aux formateurs :** *Envisagez d'adapter le contenu de la formation aux problèmes auxquels les apprenants seront probablement confrontés une fois déployés. Utilisez les chiffres relatifs au pays dans lequel les apprenants seront déployés, si ceux-ci sont connus. Si ce n'est pas le cas, concentrez-vous sur :*

- **La situation dans les pays où l'ONU mène des opérations de maintien de la paix**, par exemple : *En 2022, c'est en République démocratique du Congo que le plus grand nombre de violations a été constaté*
- **Les principales tendances en matière de maintien de la paix de l'ONU**, par exemple : *En 2023, le nombre de meurtres et de mutilations a augmenté de 35 % par rapport à l'année précédente.*



**Message clé n°2 :** La nécessité, pour les agents de maintien de la paix de l'ONU, d'assumer pleinement leurs responsabilités en



matière de protection de l'enfance **n'a jamais été aussi prégnante.**

- Dans un contexte où la violence et les conflits armés deviennent de plus en plus multidimensionnels, complexes et chroniques, les violations commises à l'encontre des enfants ne cessent d'augmenter.
- Les enfants sont touchés par de nouvelles menaces, notamment l'extension des combats à de nouvelles zones, la scission des groupes armés, la violence intercommunautaire, la recrudescence de l'activité des groupes armés et les risques croissants de blessures ou de décès dues aux engins explosifs.

## Importance de l'attention portée aux enfants dans les conflits armés

### Diapositive 7



2.6 Protection de l'enfance 

**Importance de l'attention portée aux enfants dans les conflits armés**

- Les enfants peuvent être plus facilement influencés que les adultes
- Les enfants dépendent de leur famille, de leur communauté et des structures gouvernementales pour leur protection et en matière de soin
- La violence dans les conflits armés présente un risque pour le développement des enfants



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 7



**Message clé n°3 :** Les conflits armés touchent les enfants de manière disproportionnée. Les besoins des filles peuvent s'avérer différents de ceux des garçons en fonction de leur rôle pendant et après le conflit.

## Pourquoi les enfants sont-ils particulièrement vulnérables pendant les conflits armés ?



**Conseils aux formateurs :** Encouragez les apprenants à se référer aux différents points évoqués dans la vidéo et à la discussion sur l'Activité d'apprentissage 2.6.1 pour compléter les trois points ci-dessous.

Les facteurs suivants expliquent la position particulièrement vulnérable des enfants pendant les conflits armés :

1. Les enfants peuvent être plus facilement influencés et exploités que les adultes. Ils ont moins de pouvoir que les adultes et il est possible de leur faire faire certaines choses. Ils ne comprennent pas nécessairement les conséquences de leurs actes. Par exemple, des forces ou des groupes armés peuvent les inciter à s'engager en leur promettant un emploi ou une protection.
2. Les enfants dépendent de leur famille, de leur communauté et des structures gouvernementales pour leur protection et en matière de soin. Les conflits détruisent ces structures. Les enfants déplacés ou non-accompagnés courent un risque plus important d'exploitation ou d'abus.
3. Le développement des enfants n'est pas terminé. La violence des conflits armés présente un risque pour leur développement. Par exemple, le déni d'accès aux droits et services de base, notamment une alimentation adéquate, a un effet plus grave à long terme sur les enfants que sur les adultes. Les bébés et jeunes enfants sont les plus touchés. Les expériences traumatisantes ou autres influences négatives sur le développement telles que l'endoctrinement ont davantage de répercussions sur les enfants que sur les adultes.

## Exemples de différences entre les expériences des filles et celles des garçons touchés par les conflits armés :

- Tous les enfants sont confrontés à des risques accrus au cours des conflits armés
- Les besoins des filles peuvent s'avérer différents de ceux des garçons en fonction de leur rôle pendant et après le conflit
- Les agents de maintien de la paix, en particulier ceux qui participent à la planification, aux opérations, à la protection et à tout travail en contact avec des enfants, doivent tenir compte de ces différences.



### Exemple

#### *Soudan du Sud*

Dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées internes (PDI), les femmes et les filles sont plus vulnérables à la violence sexuelle (par exemple, les femmes et les filles peuvent être plus vulnérables à la violence sexuelle lorsqu'elles quittent les camps pour aller chercher du bois de cuisine). Par exemple, au Soudan du Sud, il n'est pas rare que les femmes et les filles s'aventurent à plusieurs kilomètres des camps pour trouver quelques branches à brûler. Elles deviennent alors des cibles privilégiées pour les milices, les forces militaires ou policières nationales et d'autres hommes qui tirent parti du climat d'impunité ambiant.



#### *République démocratique du Congo*

En République démocratique du Congo, les garçons sont susceptibles d'être recrutés par des groupes armés qui contrôlent l'accès aux champs agricoles. Par exemple, un garçon de 8 ans de la province du Nord-Kivu a formulé le témoignage suivant : « Je rendais visite à mon oncle quand je suis tombé sur des hommes d'un groupe armé qui parcouraient son champ. Ils m'ont vraiment intimidé et m'ont obligé à les accompagner en portant une chèvre qu'ils avaient volée. Avec le recul, j'ai compris pourquoi ils m'avaient emmené : Leur *féticheur* cherchait un assistant, un garçon qui n'avait pas encore couché avec une fille. À partir de cet instant, je n'ai plus jamais réussi à m'éloigner du *féticheur* ». (Il est difficile de trouver un synonyme du terme *féticheur* en français. Les termes magicien, chaman, occultiste ou sorcier, qui désignent une personne qui utilise des pouvoirs occultes pour prédire des événements futurs et jeter des sorts, s'en rapprochent). En République démocratique du Congo, 65 % en moyenne des garçons recrutés par les groupes armés ne sont pas des combattants.

#### *Afghanistan*

En Afghanistan, la plupart des victimes des mines et autres restes explosifs de guerre sont des garçons âgés de 8 à 15 ans. Dans la société afghane, les garçons assument souvent des rôles qui les amènent à sortir de chez eux, par exemple pour garder le bétail. Les garçons sont davantage ciblés que les filles pour leur association présumée avec des forces et des groupes armés. Les garçons sont donc plus exposés aux agressions physiques, à la détention et à la torture.



**Conseils aux formateurs :** *La mission de l'ONU en Afghanistan, la MANUA, qui ne relève pas du Département des opérations de paix (DPO), a un mandat de protection de l'enfance. L'exemple de l'Afghanistan illustre bien les menaces spécifiques au genre.*

Les conflits intra-étatiques de faible intensité ont remplacé les grandes guerres interétatiques. Ces conflits sont moins visibles et l'accès des populations à l'aide humanitaire y est plus limité. Au lieu de se dérouler à l'écart de la vie des enfants, ces conflits se produisent souvent au sein de leur communauté et ont des répercussions sur leur foyer. La frontière entre civils et combattants s'estompe.

**Les guerres d'aujourd'hui prennent de plus en plus souvent pour cible les enfants, les femmes et d'autres civils. Les écoles et les hôpitaux, qui sont particulièrement importants pour la survie des enfants, sont de plus en plus souvent pris pour cible.**

Cette nouvelle réalité confirme que les enfants en situation de conflit ont plus que jamais besoin d'être protégés.

**Les six violations graves commises envers des enfants en temps de conflit armé.**

Le Conseil de sécurité de l'ONU a identifié, précisé et condamné dans plusieurs résolutions six violations graves commises envers des enfants en temps de conflit armé.

Voir la liste des résolutions aux pages 22-23.

Sur la base d'informations vérifiées par le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre des enfants, le Secrétaire général, dans l'annexe à son rapport annuel sur les enfants et les conflits armés, dresse la liste des parties au conflit qui tuent, mutilent, recrutent et utilisent des enfants, commettent des viols et des violences sexuelles à leur encontre, les enlèvent ou attaquent des écoles et des hôpitaux.



**Message clé n°4 :** « La guerre viole tous les droits de l'enfant » : c'était la conclusion tirée par Graça Machel dans son étude historique de 1996 remise au Secrétariat général et intitulée *Impact des conflits armés sur les enfants*. Les six violations graves suivantes se produisent souvent dans des situations de conflit armé :

1. Le recrutement et l'utilisation d'enfants par des forces ou des groupes armés
2. Le meurtre et la mutilation
3. Le viol ou d'autres formes de violences sexuelles
4. Les attaques contre les écoles et hôpitaux
5. Les enlèvements

## 6. Les refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire.



**Conseils aux formateurs :** Projetez la Diapositive 8 qui contient des images des six violations graves pendant que vous évoquez les définitions.

### Diapositive 8



### Exemples – Six violations graves commises contre des enfants

L'ONU documente les graves violations commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit. Le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (2023) fait état de l'évolution du problème en l'espace d'un an, de janvier à décembre 2022. Les chiffres réels pourraient s'avérer plus élevés, car de nombreux cas ne sont pas signalés (par ex. en raison du manque d'accès aux services et des craintes des survivants et des témoins).

Exemples de pays :

- **République centrafricaine :** 414 violations graves à l'encontre de 230 enfants (123 garçons, 106 filles, 1 de sexe inconnu), dont 104 enfants victimes de violations multiples.
- **République démocratique du Congo :** 3 764 violations graves à l'encontre de 2 838 enfants (1 973 garçons, 865 filles). Au total, 1 027 enfants ont été victimes de violations multiples.
- **Israël :** 8 009 violations graves contre 4 360 enfants (3 139 garçons, 1 221 filles ; enfants israéliens (113), enfants palestiniens (4 247)) en Israël (120) ; en Cisjordanie occupée, y

compris Jérusalem-Est (4 868) ; et dans la bande de Gaza (3 021). En outre, plus de 23 000 violations graves à l'encontre d'enfants (3 900 enfants israéliens, 19 887 enfants palestiniens) par toutes les parties au conflit ont été signalées et sont en attente de vérification.

- **Mali** : 1 141 violations graves à l'encontre de 1 024 enfants (879 garçons, 143 filles, 2 de sexe inconnu), dont 31 enfants victimes de violations multiples.
- **Birmanie** : 2 799 violations graves à l'encontre de 2 093 enfants (1 694 garçons, 385 filles, 14 de sexe inconnu), dont 134 enfants victimes de violations multiples.
- **Somalie** : 2 283 violations graves à l'encontre de 1 802 enfants (1 349 garçons, 453 filles), dont 401 enfants victimes de violations multiples.
- **Syrie** : 1 574 violations graves à l'encontre de 1 549 enfants (1 385 garçons, 118 filles, 46 de sexe inconnu), dont 4 filles victimes de violations multiples.



**Conseils aux formateurs** : Avant de poursuivre la leçon, présentez la notion de « **violations graves à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé** ». Expliquez que le Conseil de sécurité reconnaît spécifiquement six violations graves qui constituent une menace pour la paix et la sécurité dans le monde.

Le personnel de maintien de la paix de l'ONU doit identifier et signaler les six violations graves commises à l'encontre des enfants. Des informations sur le mécanisme de surveillance et de communication de l'information seront proposées ultérieurement dans cette leçon. Sur la base de ce qu'ils ont entendu jusqu'à présent, les participants peuvent-ils citer les six violations graves commises à l'encontre des enfants ? Notez les points soulevés sur une feuille de tableau de conférence. Utilisez un stylo d'une couleur pour les six violations graves et un stylo d'une autre couleur pour les autres violations mentionnées. Posez des questions, y compris des questions relatives aux informations contenues dans la vidéo présentée dans l'Activité d'apprentissage 2.6.1 Le destin d'un enfant – Protection de l'enfance et maintien de la paix. En présentant chaque violation grave, demandez au groupe quel droit humain est violé dans chaque cas afin de renforcer la compréhension des droits humains concernés.

Le temps disponible pour terminer la Leçon 2.6 étant limité, vous serez peut-être amené à passer relativement rapidement sur les définitions. Ne faites pas complètement l'impasse sur ces définitions car elles apportent une profondeur et une signification aux six violations graves identifiées.

### Définitions des six violations graves

Les définitions ci-dessous sont tirées du *Manuel de terrain de l'ONU : Mécanisme d'élaboration de rapports et de suivi (MRS) sur les violations graves commises contre des enfants en situation de conflit armé* (BRSSG-EDCA/UNICEF/DOMP, juin 2014) ainsi que des définitions mises à jour figurant, par exemple, dans la *Guidance Note on Abduction* [Note d'orientation sur l'enlèvement] du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et de l'UNICEF, 2022.

Une bonne connaissance des définitions de chaque violation grave aide le personnel de maintien de la paix de l'ONU à identifier et à signaler les violations. Les définitions peuvent varier d'une source à l'autre. Nous encourageons les formateurs à utiliser de manière cohérente les définitions et la terminologie employées dans la leçon, qui sont harmonisées avec les formulations utilisées dans le Manuel de terrain de l'ONU.

Le **meurtre et la mutilation** sont des actes qui entraînent la mort ou des blessures graves et permanentes d'un ou plusieurs enfants, y compris des cicatrices, des défigurations ou des mutilations.

La mort et la mutilation d'enfants peuvent résulter d'actions qui les ciblent directement ou indirectement. Par exemple, elles peuvent résulter de tirs croisés, de mines terrestres, d'armes à sous-munitions et d'engins explosifs improvisés (EEI), d'opérations militaires, d'activités de groupes armés, de démolitions de maisons, de campagnes de perquisition et d'arrestation et d'attentats-suicides. Aux fins des rapports, la torture fait partie de cette violation.

- Exemple : Darfour, Soudan – Des enfants ont été tués et mutilés lors d'incidents provoqués par des restes explosifs de guerre, des tirs, des bombardements et des frappes aériennes par différentes parties en conflit, y compris les forces gouvernementales.

Le **recrutement** s'entend de l'enrôlement de toute personne âgée de moins de 18 ans dans une force ou un groupe armé, que ce soit de manière obligatoire, forcée ou volontaire.

L'**utilisation d'enfants** consiste, pour des forces ou des groupes armés, à les faire travailler à quelque titre que ce soit, et pas seulement à participer directement aux combats. Par exemple, des garçons et des filles sont utilisés comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, esclaves sexuels, espions et collaborateurs.

L'ONU a pour politique de ne pas utiliser le terme « enfant soldat ». Nous demandons aux agents de maintien de la paix d'utiliser le terme plus précis d'« enfants associés aux forces et aux groupes armés » (EAFGA).

**Un enfant n'a pas besoin de porter une arme pour être considéré comme associé à une force ou un groupe armé.**





### Références

- Département des opérations de maintien de la paix, Département de l'appui aux missions, Département des affaires politiques, *Politique relative à la protection de l'enfance dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU* (2017)
- Département des opérations de paix, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, *Manuel à l'intention du personnel chargé de la protection de l'enfance dans les opérations de paix de l'ONU* (2023)
- Département des opérations de paix, *Modules de formation spécialisés pour le personnel de protection de l'enfance dans les opérations de paix de l'ONU* (2023)
- Département des opérations de paix, *Module d'approfondissement de compétences sur la protection de l'enfance pour les militaires de l'ONU* (2023)
- Département des opérations de paix, *Module d'approfondissement de compétences sur la protection de l'enfance pour les policiers de l'ONU* (2023)



**Conseils aux formateurs :** *Tant les Conventions de Genève que la CDE stipulent que les enfants de moins de 15 ans ne doivent pas être enrôlés dans les forces armées ni utilisés dans des combats. Le Protocole facultatif à la CDE concernant l'implication d'enfants dans des conflits armés est un traité qui vise à relever à 18 ans l'âge minimum de recrutement et de participation aux combats. Le cadre juridique de la protection de l'enfance est présenté ci-dessous, en mettant l'accent sur ces aspects.*



### Exemple – République centrafricaine

Les groupes armés recrutent et utilisent des enfants pour attaquer les forces de sécurité et les civils, espionner, transporter des fournitures et des équipements militaires, lever l'impôt auprès des communautés locales et faire la cuisine.

L'**enlèvement** désigne un acte qui consiste à prendre illégalement un enfant pour une période donnée ou pour toujours dans le but de l'exploiter sous quelque forme que ce soit. Les enfants enlevés peuvent être déplacés, saisis, capturés, appréhendés ou emmenés. Ils peuvent également disparaître de force.

L'**exploitation** désigne le fait de tirer parti du manque de liberté, de pouvoir, de connaissances et de statut des enfants pour les contraindre à fournir un travail ou des services ou leur infliger des sévices.



L'**exploitation** comprend :

- Le recrutement et l'utilisation dans des forces ou groupes armés (dans des rôles de combat ou de soutien)
- La participation aux combats
- L'exploitation ou les abus sexuels : viol, esclavage sexuel, mariage forcé, prostitution forcée, grossesse forcée
- Le travail forcé ou la mise en esclavage
- La prise d'otages pour obtenir une rançon, la libération d'un prisonnier, la reddition d'un membre de la famille ou tout avantage similaire
- L'endoctrinement
- La vente.



### Exemple – Libye

Les forces d'opposition ont enlevé des enfants dans les camps de personnes déplacées. Les enfants ont été interrogés dans des bases militaires.



**Conseils aux formateurs :** *Demandez aux participants s'ils savent ce qu'est une disparition forcée. On parle de disparition forcée lorsque des agents de l'État (ou des personnes agissant en leur nom) arrêtent, retiennent ou enlèvent des personnes et refusent d'avouer le lieu où elles se trouvent. Cette définition est tirée de la Déclaration sur la protection des personnes contre les disparitions forcées, proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU dans sa résolution 47/133 du 18 décembre 1992. La Note d'orientation de 2022 sur l'enlèvement reprend cette définition des disparitions forcées.*

La **disparition forcée** s'entend de l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes agissant avec l'autorisation, le soutien ou le consentement de l'État. Il s'ensuit un refus de reconnaître ce qui s'est passé ou le fait de garder secret ce qui est arrivé à la personne disparue et l'endroit où elle se trouve. Cela place cette personne hors de la protection de la loi, ce qui correspond à la définition de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

**Le viol et les autres formes de violence sexuelle** sont des actes violents de nature sexuelle. Ils comprennent le viol, les autres violences sexuelles, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, le mariage forcé, la grossesse forcée ou la stérilisation imposée.

Le viol est un rapport sexuel non consenti. Cela peut comprendre la pénétration de toute partie du corps avec un organe sexuel et/ou de l'orifice génital ou anal par tout objet ou toute partie du corps. Toute pénétration est considérée comme un viol. Les efforts pour violer une personne qui ne donnent pas lieu à une pénétration sont considérés comme des tentatives de viol.

La **violence sexuelle** désigne tout acte sexuel, toute tentative ayant pour objectif un acte sexuel ou tout acte visant à organiser la traite de la sexualité d'une personne. La violence sexuelle prend plusieurs formes, notamment le viol, l'esclavage et/ou la traite sexuelle, la grossesse forcée, le harcèlement sexuel, l'exploitation et/ou l'abus sexuel et l'avortement imposé.



### **Exemple – La violence sexuelle en République démocratique du Congo**

En République démocratique du Congo, les parties au conflit ont commis des violences sexuelles à l'encontre d'enfants. De nombreuses filles ont été victimes de viols, d'esclavage sexuel et de mariages forcés aux mains de leurs recruteurs. Par exemple, une jeune fille de 13 ans a été violée à plusieurs reprises et forcée à faire la cuisine pour un colonel au service d'un groupe d'autodéfense communautaire, et une jeune fille de 15 ans a été enlevée et séquestrée dans une cabane pour être violée par des membres du groupe armé jusqu'à ce qu'elle tombe enceinte.

**La violation constituée par les attaques contre les écoles et les hôpitaux** comprend toutes les attaques contre les établissements scolaires et hospitaliers, qu'elles soient intentionnelles ou non. Ces bâtiments sont des biens civils. Cette violation recouvre également les attaques contre le personnel scolaire et médical. Dans les conflits armés, on déplore des attaques ou des menaces récurrentes contre :

- **Les écoles et hôpitaux**, y compris des attaques physiques, des pillages et des destructions
- **Les enfants scolarisés, les enseignants et le personnel médical**, y compris le meurtre, la mutilation, l'enlèvement et l'utilisation de ces personnes protégées comme boucliers humains.

D'autres facteurs font entrave au fonctionnement des écoles et des hôpitaux, notamment l'occupation, les bombardements et les actions de propagande menées par des forces ou groupes armés. Les attaques contre les écoles, les enseignants, le personnel scolaire et les élèves qui se rendent à l'école ou en reviennent constituent d'autres exemples de la manière dont les conflits privent les enfants de leur droit à l'éducation.



### **Exemple – Attaques contre des écoles et des hôpitaux au Mali**

Les écoles et les hôpitaux ont fait l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes dans le but de discréditer le gouvernement et de semer la terreur au sein de la population. Les forces et groupes armés ont utilisé les écoles et les hôpitaux comme bases ou zones de stockage. Les enseignants, le personnel soignant, les médecins et le personnel protégé associé ont été pris pour cible dans le but d'entacher l'efficacité des institutions gouvernementales.

### **Refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire.**

**Obstruction ou déni intentionnel d'accès à l'aide humanitaire pour les personnes dans le besoin**, en particulier les enfants, par les parties à un conflit armé. Ce déni comprend l'entrave à l'action des personnels humanitaires et le fait de les empêcher d'accéder au terrain et d'aider aux enfants touchés par les conflits armés. Un tel déni constitue une violation du droit international humanitaire (DIH) et des Conventions de Genève.



### **Exemple – Obstruction ou déni intentionnel en Somalie**

En Somalie, un groupe armé a interdit l'accès aux organisations humanitaires, ce qui a entraîné des pénuries alimentaires et eu des répercussions sur plus de 3,5 millions de personnes, dont la moitié étaient des enfants.

## **Partenaires de l'ONU qui jouent un rôle de premier plan dans les problématiques relatives aux enfants dans les conflits armés**

**Partenaires de l'ONU qui jouent un rôle de premier plan dans les problématiques relatives aux enfants dans les conflits armés**

### Diapositive 9



2.6 Protection de l'enfance 

**Les partenaires de l'ONU jouent un rôle de premier plan en ce qui concerne les enfants et conflits armés**

Bureau du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés (BRSSG-ECA)

 Office of the Special Representative of the Secretary-General for  
**CHILDREN AND ARMED CONFLICT**

<https://childrenandarmedconflict.un.org/>

Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)

 <https://www.unicef.org/>

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9



**Message clé n°5 :** Deux organisations **sont les figures de proue** des efforts mondiaux en faveur des enfants dans des conflits armés : le **BRSSG-ECA et l'UNICEF**.

- L'ONU a créé le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé en 1996, avec pour mandat spécifique de protéger les enfants des conséquences des conflits armés.
- Le **Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)** est la principale agence humanitaire et de développement à œuvrer au niveau mondial pour les droits de chaque enfant.

### **Le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé (BRSSG-ECA)**

- Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé (RSSG-ECA) est, au sein de l'ONU, le principal défenseur de la protection et du bien-être des enfants touchés par les conflits armés dans le monde.
- L'Assemblée générale est à l'origine de son mandat (résolution A/RES/51/77).
- Le RSSG-ECA :
  - Renforce la protection des enfants touchés par les conflits armés
  - Mène des actions de sensibilisation
  - Promeut la collecte d'informations sur les difficultés rencontrées par les enfants touchés par les conflits armés

- Favorise la coopération internationale pour améliorer la protection des enfants
- Rend compte chaque année à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme.
- Le RSSG-ECA sensibilise les organes politiques, par exemple le Conseil de sécurité et les gouvernements concernés des États Membres. Ses buts sont les suivants :
  - Maintenir un sentiment d'urgence chez les décideurs
  - Susciter un soutien politique et diplomatique.

### Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)

- Œuvre pour les droits, la survie, le développement et la protection de l'enfance. Concerne les enfants de tous âges, de la période prénatale à l'adolescence
- Ses activités comprennent la fourniture d'abris sûrs, la nutrition, la protection contre les catastrophes et les conflits, les soins prénataux pour assurer des naissances saines, l'eau propre et l'assainissement, les soins de santé et l'éducation
- Améliore la vie des enfants et des familles grâce à sa présence dans différents pays, à l'échelle mondiale
- Mène des actions de plaidoyer et établit des partenariats avec des dirigeants, des penseurs et des décideurs politiques afin de promouvoir l'accès des enfants, en particulier des plus défavorisés, à leurs droits.

## Cadre juridique, politique et orientation

La communauté internationale a constamment renforcé le cadre juridique visant à protéger les enfants en situation de conflit. Les agents de maintien de la paix doivent connaître les traités internationaux importants ainsi que les résolutions, engagements, directives et principes pertinents.



**Message clé n°6 :** Le cadre juridique oblige les opérations de maintien de la paix de l'ONU à protéger les enfants dans les conflits armés. Les droits humains et le droit humanitaire internationaux accordent aux enfants une protection et une attention particulières.

## Cadre juridique - Droit international

### Diapositive 10



2.6 Protection de l'enfance 

**Cadre juridique – Droit international**

**Conventions de Genève (1949)**

- Protègent les enfants en tant que civils
- Accordent une protection spéciale aux enfants

**Convention relative aux droits de l'enfant (CDE, 1989)**

- Porte sur tous les droits fondamentaux des enfants, y compris les droits à l'éducation, à la santé, à la survie et à la participation

**Statut de la Cour pénale internationale (ICC) de 1998**

- Le recrutement d'enfants de moins de 15 ans pour participer aux hostilités constitue un crime de guerre.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 10

### **Le droit humanitaire international, y compris les conventions de Genève (1949) et leurs Protocoles additionnels (1977)**

- Protège les enfants en tant que civils dans les conflits armés internationaux et intra-étatiques
- Les enfants bénéficient également d'une protection et d'une attention particulières en raison de leur âge.

### **Convention relative aux droits de l'enfant (CDE, 1989)**

- Couvre tous les droits fondamentaux des enfants, y compris les droits à l'éducation, à la santé, à la survie et à la participation
- Les États Membres qui ont signé la CDE s'engagent à mettre en œuvre les actions et les politiques nécessaires pour promouvoir l'intérêt supérieur de l'enfant
- Il s'agit du traité sur les droits humains le plus ratifié, puisqu'il a été signé par 196 pays. En décembre 2024, un seul État Membre de l'ONU ne l'avait pas ratifié, à savoir les États-Unis d'Amérique.

### **Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI, 1998)**

- Le recrutement et l'implication d'enfants de moins de 15 ans dans les combats constituent un crime de guerre.

### **Convention 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) (1999)**

- Demande la « mise en œuvre de mesures immédiates et efficaces pour garantir l'interdiction et l'élimination urgentes des pires formes de travail des enfants »

- Considère que le recrutement forcé ou obligatoire pour participer à des combats est l'une des pires formes de travail des enfants.

### **Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (2000)**

- Tournant décisif dans la lutte contre la participation des enfants aux conflits armés
- Renforce la protection de l'enfance pendant les conflits armés
- Se concentre sur le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les combats
- Relève la limite d'âge à 18 ans minimum pour la participation directe aux combats.

### Traité d'interdiction des mines (1997) et Convention sur les armes à sous-munitions (2008)

- Interdisent l'utilisation de ces armes
- Les pays qui signent ces ententes doivent sensibiliser les communautés aux risques liés à ces armes et offrir une assistance aux survivants.

Certains lois nationales et usages traditionnels des pays hôtes ne reflètent pas nécessairement le droit international. Ils peuvent même aller à son encontre, comme dans les trois exemples suivants.

- **Mutilations génitales féminines (MGF).** Bien qu'illégales au regard du droit international, les mutilations génitales féminines sont monnaie courante dans certaines parties du monde.
- **Viol.** Les lois nationales ne considèrent pas nécessairement le viol comme un crime, en particulier le viol conjugal.
- **Mariage d'enfants et mariage forcé.** Les lois nationales peuvent fixer un âge légal de mariage inférieur aux normes internationales.

**Dans ce cas, les lois et normes internationales l'emportent sur les lois nationales.**



**Conseils aux formateurs :** Pour plus d'informations sur les mesures de protection spéciales requises par le droit international humanitaire (DIH), voir l'article 77 du Premier protocole additionnel aux Conventions de Genève et l'article 4 du Deuxième protocole additionnel aux Conventions de Genève.



## Cadre juridique - Résolutions thématiques sur les enfants et les conflits armés

### Diapositive 11



2.6 Protection de l'enfance 

**Les enfants et conflits armés et les mandats des opérations de maintien de la paix de l'ONU**

- Dans son rapport annuel, le Secrétaire général dresse la liste des parties au conflit qui commettent des violations graves.
- Les réponses qui en résultent peuvent aller des sanctions à d'autres mesures.
- Résolutions thématiques relatives aux enfants et conflits armés :
  - AG 51/77 (1996) – Mise en place du mandat du représentant spécial pour les enfants et les conflits armés
  - RCS 1261 (1999) – Début de l'agenda Enfants et conflits armés
  - RCS 1612 (2005) – Mise en place du mécanisme d'élaboration de rapports et de suivi sur les violations graves commises à l'encontre des enfants

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 11



**Message clé n°7 :** L'ONU défend les droits humains et le droit humanitaire internationaux. En ce qui concerne les enfants dans les conflits armés, elle a enrichi le droit international d'un ensemble de résolutions et de mesures de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que de politiques, d'orientations et de pratiques relatives à la protection de l'enfance.

### Résolution 51/77 de l'Assemblée générale de l'ONU – Mise en place du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé (décembre 1996)

- Il s'agissait d'une réponse au rapport de Graça Machel intitulé « *Impact des conflits armés sur les enfants* » et publié en 1996
- Ses principales recommandations concernaient la nomination par le Secrétaire général d'un représentant spécial chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants et de rendre compte régulièrement au Conseil de sécurité sur ce sujet.

### Agenda « Les enfants et les conflits armés »

En 1999, le Conseil de sécurité a officiellement reconnu que la protection des enfants dans les conflits armés était un problème de paix et de sécurité internationales en adoptant la résolution 1261 du Conseil de sécurité. Cela marquait le début de l'agenda « Les enfants et les conflits armés » du Conseil de sécurité.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le Conseil de sécurité a réaffirmé, dans des résolutions ultérieures, son engagement en faveur des enfants dans les zones de guerre.

Les résolutions déterminantes pour l'agenda « Les enfants et les conflits armés » sont présentées sur la diapositive. La résolution du Conseil de sécurité de 2005 établissant le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves à l'encontre des enfants dans les conflits armés, quant à elle, est présentée à la suite du tableau.



**Conseils aux formateurs :** Les informations sur les résolutions du Conseil de sécurité sont fournies principalement à titre de référence pour les formateurs qui dispensent ce contenu. Il est possible que l'on vous demande des précisions sur les dispositions de l'ONU en matière de protection de l'enfance et sur leur évolution dans le temps. Les apprenants ne sont pas censés apprendre ou connaître les noms ou tous les détails des résolutions du Conseil de sécurité.

### **Voici une liste de résolutions du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés :**

- La résolution 1261 (1999) du Conseil de sécurité reconnaît officiellement que la protection des enfants dans les conflits armés constitue une préoccupation fondamentale en matière de paix et de sécurité.
- La résolution 1314 (2000) du Conseil de sécurité exhorte les États Membres à signer et à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.
- La résolution 1379 (2001) du Conseil de sécurité demande au Secrétaire général de joindre à son rapport une liste des parties au conflit armé qui recrutent ou utilisent des enfants.
- La résolution 1539 (2004) du Conseil de sécurité demande un plan d'action pour un dispositif systématique et complet d'élaboration de rapports et de suivi.
- La résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité met en place le groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, soulignant le lien entre le trafic illicite d'armes légères et l'utilisation d'enfants dans des groupes ou des forces armées.
- La résolution 1882 (2008) du Conseil de sécurité élargit les critères de la « liste de la honte » du Secrétaire général dans ses rapports sur les enfants et les conflits armés pour aller au-delà du recrutement et inclure les meurtres, les mutilations, les viols et les autres violences sexuelles à l'encontre des enfants.
- La résolution 1998 (2011) du Conseil de sécurité élargit les critères d'inclusion des parties au conflit dans le rapport du Secrétaire général sur les

enfants et les conflits armés pour englober les parties qui attaquent ou menacent des écoles ou des hôpitaux.

- Dans sa résolution 2068 (2011), le Conseil de sécurité se déclare profondément préoccupé par ceux qui poursuivent leurs violations à l'encontre des enfants et répète qu'il était prêt à adopter des mesures ciblées et progressives à leur encontre. Il demande au groupe de travail d'examiner un large éventail d'options pour accroître la pression sur les récidivistes.
- La résolution 2143 (2014) du Conseil de sécurité exhorte les parties à un conflit armé à respecter le caractère civil des écoles, à les protéger contre les attaques et l'utilisation, à adopter une approche intégrée de la protection de l'enfance dans la réforme du secteur de la sécurité, à dispenser une formation à la protection de l'enfance aux agents de maintien de la paix et à incorporer des dispositions à ce sujet dans les accords de paix.
- La résolution 2225 (2015) du Conseil de sécurité ajoute les enlèvements à la liste des violations justifiant l'inclusion d'une partie dans les annexes au rapport annuel du Secrétaire général.
- La résolution 2427 (2018) du Conseil de sécurité fournit un cadre pour l'approche intégrée de la protection, des droits, du bien-être et de l'autonomisation des enfants dans tous les aspects de la mission tout au long du cycle de conflit et pour la pérennisation des efforts de paix.
- La résolution 2601 (2021) du Conseil de sécurité condamne les attaques et les menaces d'attaques contre les écoles, les établissements d'enseignement et les civils liés aux écoles. Elle souligne la nécessité de veiller à ce que l'éducation puisse se poursuivre même dans les situations de conflit armé.

### **Le mécanisme de surveillance et de communication de l'information**

La résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité a mis en place le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé.

Le mécanisme est un système mondial destiné à surveiller, documenter et signaler les violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé. Il a pour objectif de mettre fin à ces violations et d'obliger leurs auteurs à rendre compte de leurs actes. Le mécanisme de surveillance et de communication de l'information se concentre sur les six violations graves des droits de l'enfant mentionnées ci-dessus.

Sur la base d'informations vérifiées par l'ONU, le Secrétaire général dresse la liste des parties au conflit qui commettent de telles violations dans son rapport annuel au Conseil de sécurité de l'ONU sur les enfants et les conflits armés.

Les réponses qui en résultent peuvent aller des sanctions à d'autres mesures. Le mécanisme de surveillance et de communication de l'information s'appuie sur l'établissement d'une liste des parties au conflit pour les obliger à s'engager auprès de l'ONU en élaborant des plans d'action et d'autres formes d'engagements visant à mettre fin aux violations commises à l'encontre des enfants et à les prévenir.



**Conseils aux formateurs :** Les dispositions relatives au suivi, à l'analyse et à l'établissement de rapports (DSAR) (abordées dans la Leçon 2.5) et le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sont similaires. Soulignez que les DSAR et le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sont des mécanismes qui permettent de signaler les abus et les violations des droits des enfants et des femmes. Insistez sur les messages clés concernant le but et les objectifs de ces deux systèmes d'établissement de rapports : prévenir les violations, demander des comptes aux auteurs et veiller à ce que les victimes reçoivent le soutien dont elles ont besoin. Précisez que, même si les missions de l'ONU contribuent de manière significative à la collecte et à la vérification des informations sur les violations, tout le personnel de maintien de la paix de l'ONU n'est pas directement impliqué dans l'établissement de rapports. Les membres du personnel chargés de la protection de l'enfance jouent un rôle de premier plan à cet égard, en collaboration avec d'autres composantes de la mission.



L'agenda Enfants et conflits armés du Conseil de sécurité fait de la protection de l'enfance dans les conflits armés une priorité politique de haut niveau pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

### Engagements politiques à l'appui du cadre juridique


#### Diapositive 12



2.6 Protection de l'enfance 

**Les enfants et conflits armés et les mandats des opérations de maintien de la paix de l'ONU**

- Principes et engagements de Paris relatifs aux enfants associés aux forces ou aux groupes armés (2007)
- Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats (2017)



PROTÉGER  
LES ENFANTS  
DE LA  
GUERRE

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 12

### Principes et engagements de Paris relatifs aux enfants associés aux forces ou aux groupes armés (2007)

Série d'engagements politiques en faveur de mesures visant à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits, adoptés en 2007 lors de la conférence « Libérons les enfants de la guerre » (gouvernement français et UNICEF). Ces engagements ont quatre objectifs principaux :

- Empêcher le recrutement ou l'utilisation d'enfants par des forces ou des groupes armés
- Obtenir la libération des enfants associés aux forces ou aux groupes armés
- Soutenir la réintégration des enfants
- Favoriser la protection et proposer des pratiques prometteuses pour protéger les garçons et les filles contre le recrutement et l'utilisation.

Les principes et engagements de Paris complètent d'autres engagements clés visant à protéger les enfants dans les situations de conflit armé. **Les principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats (2017)** mettent l'accent sur la protection de l'enfance dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, à tous les stades du cycle d'un conflit. Ces 17 principes fournissent des orientations sur la priorisation et l'opérationnalisation de la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants, sur le soutien à la libération de ces enfants en toute sécurité et sur leur remise à des acteurs de la protection de l'enfance.




**Conseils aux formateurs :** *Après l'adoption de la politique de 2017 sur la protection de l'enfance, l'ONU a modifié l'organisation et les noms des entités travaillant sur la paix et la sécurité. Même si le titre officiel de la politique de protection de l'enfance est resté le même, les apprenants doivent garder à l'esprit que le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) est devenu le Département des opérations de paix (DPO), le Département de l'appui aux missions (DAM) est devenu le Département de l'appui opérationnel (DAO) et le Département des affaires politiques (DAP) est devenu le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA).*

## Politique de protection de l'enfance lors des opérations de paix de l'ONU

### Diapositive 13



2.6 Protection de l'enfance 

**Politique de protection de l'enfance lors des opérations de paix de l'ONU**

**Approche intégrée de la protection de l'enfance dans les opérations de paix de l'ONU :**

- S'assurer que l'ensemble du personnel de maintien de la paix est formé à la protection de l'enfance
- Élaborer des rapports et suivre les six violations graves commises contre les enfants
- Mobiliser les parties au conflit via des plans d'action visant à mettre fin aux violations graves et à les prévenir
- Mener un plaidoyer sur les questions de protection de l'enfance

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13



**Message clé n°8 :** Les opérations de maintien de la paix jouent un rôle essentiel dans la protection de l'enfance dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés et des résolutions spécifiques aux missions. La politique de protection de l'enfance (2017) souligne l'obligation de l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU de défendre et de respecter les droits des enfants et de soutenir la mise en œuvre du mandat de protection de l'enfance.

Voici quelques éléments clés de la politique :

- La protection de l'enfance est un thème transversal. Une approche globale à l'échelle de la mission est nécessaire pour exécuter le mandat de protection de l'enfance
- La mise en œuvre efficace et intégrée du mandat repose sur les principes fondamentaux de complémentarité, de cohérence et de coordination
- La protection de l'enfance dans les situations de conflit armé est une priorité inhérente à l'obligation plus large de l'ONU de protéger les civils
- La protection des enfants touchés par les conflits armés est une responsabilité collective qui nécessite une réponse collective.

L'approche intégrée de ces questions vise à incorporer la protection des enfants dans les conflits armés dans tous les aspects pertinents des opérations de maintien de la paix de l'ONU, y compris les stratégies, les politiques, la formation et les autres activités. Cette approche permet aux Nations Unies de s'appuyer sur l'ensemble du personnel de la mission et ses différents types d'expertise, de

réseaux et de capacités pour assurer une protection plus complète et plus efficace de l'enfance. Les mesures essentielles à cet égard incluent :

- **La formation sur la protection de l'enfance :** L'ensemble du personnel de maintien de la paix doit être formé à la protection de l'enfance. Le personnel chargé de la protection de l'enfance est déployé pour mettre en œuvre les dispositions des mandats relatives à ces questions. Lorsqu'il est déployé, le personnel chargé de la protection de l'enfance prend en charge la formation continue et fournit des conseils sur la protection de l'enfance.
- **Surveillance et signalement des violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé :** Les opérations de maintien de la paix contribuent à la collecte et à la vérification des informations sur les violations graves commises à l'encontre des enfants par l'intermédiaire des conseillers à la protection de l'enfance (CPE), en collaboration avec d'autres composantes de la mission, notamment les composantes Droits de l'homme, la composante policière et la composante militaire.
- **Engager le dialogue avec les parties au conflit :** Sous la responsabilité globale du RSSG/chef de mission (CDM), le personnel des opérations de maintien de la paix engage un dialogue avec les parties au conflit, notamment en négociant, en élaborant et en mettant en œuvre des plans d'action visant à mettre fin aux violations commises par les forces et les groupes armés et à les prévenir.
- **Plans d'action :** L'ONU et les parties répertoriées comme ayant commis des violations graves à l'encontre d'enfants dans le rapport du Secrétaire général se mettent d'accord sur des plans d'action et les signent. Chaque plan d'action est précis et comprend des mesures concrètes et assorties de délais qui permettront de se conformer au droit international, d'obtenir le retrait des enfants enrôlés et, à terme, d'assurer une meilleure protection pour les enfants.



### Exemple – Éléments du plan d'action



- Faire du recrutement et de l'utilisation des enfants par les forces armées un crime.
- Émettre un ordre militaire pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants et empêcher ces pratiques.
- Enquêter sur les violations commises à l'encontre des enfants et en poursuivre les auteurs.
- Nommer des référents en matière de protection de l'enfance au sein des forces de sécurité.
- Permettre aux acteurs de la protection de l'enfance d'accéder régulièrement et librement aux camps et bases militaires afin de vérifier qu'aucun enfant n'y travaille.

- Faciliter la libération des enfants associés aux forces armées et aux groupes armés.
- Renforcer les systèmes d'enregistrement des naissances et intégrer des moyens de vérification de l'âge dans les procédures de recrutement.
- Mettre en œuvre des campagnes nationales de sensibilisation et de prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants.

### Diapositive 14



2.6 Protection de l'enfance 

**Politique de protection de l'enfance lors des opérations de paix de l'ONU**

**Interdiction de toute forme de travail des enfants :**

- L'utilisation d'enfants comme travailleurs ou pour exécuter d'autres tâches est strictement interdite.
- Il est interdit de faire venir des enfants sur les sites, dans des camps ou dans des installations des opérations de maintien de la paix de l'ONU pour les faire travailler ou rendre un service, quel qu'il soit.



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 14



**Message clé n°9 :** En tant qu'agents de maintien de la paix, vous devez faire preuve de vigilance et être capables d'identifier les violations commises à l'encontre des enfants. La Politique de l'ONU en matière de protection de l'enfance (2017) et le Manuel de l'ONU pour le personnel chargé de la protection de l'enfance (2023) fournissent des orientations aux missions dans ce domaine.

### Interdiction de toute forme de travail des enfants

La politique sur la protection de l'enfance dans les opérations de paix de l'ONU (2017) interdit strictement l'utilisation d'enfants par les opérations de maintien de la paix de l'ONU et leur personnel pour le travail ou d'autres services. La politique s'applique à :

- Toutes les composantes des opérations de maintien de la paix de l'ONU (civiles, militaires et policières) ainsi qu'aux sous-traitants et à leurs associés
- Tous les enfants, c'est-à-dire toutes les personnes âgées de moins de 18 ans, quel que soit l'âge minimum pour travailler en vertu de la législation nationale



- Tous les types de travail (laver des voitures, cirer des chaussures, cuisiner, nettoyer, servir de messenger, etc.), qu'il soit rémunéré ou non (en argent, en nourriture ou d'une autre manière).

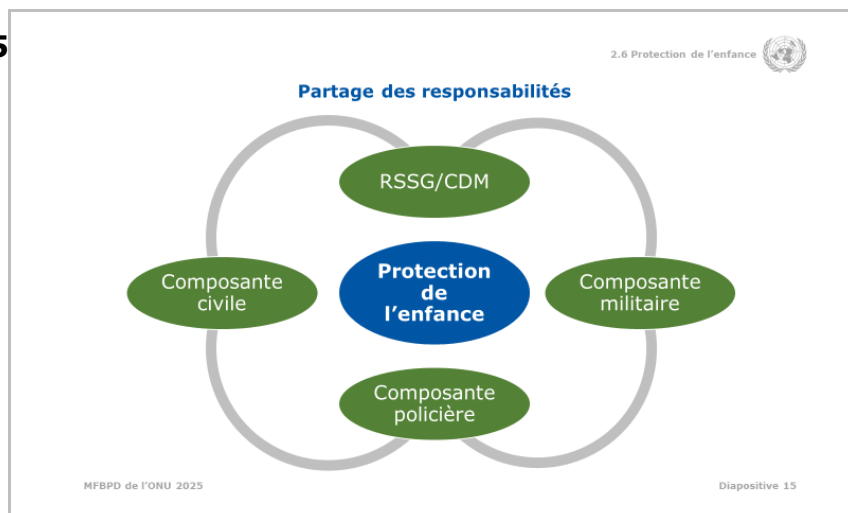


**Conseils aux formateurs :** Cette approche peut sembler rigide. Le personnel de maintien de la paix peut avoir de bonnes intentions, par exemple soutenir les populations locales dans l'obtention de moyens de subsistance. Dans les familles éclatées, les enfants peuvent être la seule source de revenus. **Cependant, si cette politique est rigide, c'est pour une bonne raison.**

Le soutien à toute forme de travail des enfants est un abus et une violation des droits de l'enfant. Indiquez aux apprenants qu'ils peuvent consulter le personnel chargé de la protection de l'enfance au sein de la mission sur les questions relatives aux enfants. De plus amples informations sur la composante Protection de l'enfance sont proposées à un stade ultérieur de la leçon.

## La protection de l'enfance dans le cadre du maintien de la paix de l'ONU

### Diapositive 15



Toutes les composantes de la mission partagent la responsabilité de la protection de l'enfance.

**Soyez attentif aux six violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé**

L'ensemble du personnel de maintien de la paix est tenu de bien comprendre les violations qu'il est chargé de signaler à l'ONU. **L'accent est mis sur les six**

### **violations graves commises à l'encontre des enfants par toutes les parties au conflit (forces ou groupes armés).**

Les mandats et les ressources sont limités. Même si les enfants subissent un large éventail de violations dans les zones de conflit, le Conseil de sécurité a choisi ces six violations à surveiller et à signaler en raison (a) de leur gravité et (b) de la capacité de l'ONU à en assurer le suivi et à en rendre compte.

N'oubliez pas que ces points ne concernent que les violations commises à l'encontre d'enfants (toute personne âgée de moins de 18 ans) qui sont :

- Directement liées à un conflit armé
- Commises par une partie au conflit.

### **Soyez attentif aux autres violations**

Le personnel de maintien de la paix peut également se montrer attentif à d'autres violations dans une zone de mission. Exemples :

- **Arrestation et détention d'enfants :** L'arrestation et la détention d'enfants constituent un problème grave dans les situations de conflit. La détention des enfants peut résulter de leur association présumée à des forces ou des groupes armés. Les enfants peuvent être considérés comme des ennemis ou des déserteurs, plutôt que comme des victimes.
- **Déplacement forcé :** Les déplacements forcés peuvent s'avérer préoccupants lorsqu'ils sont liés à la crainte du recrutement d'enfants, de violences sexuelles ou de toute autre violation grave.
- **Traite des enfants :** Il est arrivé que des groupes armés ou des criminels profitent de la situation désespérée des enfants et de l'instabilité des frontières. Les enfants font alors l'objet d'un commerce ou d'une traite à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail domestique.

### **Enregistrement et aiguillage**


Le personnel de maintien de la paix communique des informations de base sur les incidents impliquant des enfants aux unités chargées de la protection de l'enfance, des droits de l'homme ou du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) pour vérification et suivi. Les services chargés de la protection de l'enfance et des droits de l'homme enquêtent et vérifient ces informations.

La composante Protection de l'enfance aiguille les dossiers vers l'UNICEF et vers d'autres partenaires chargés de la protection de l'enfance. Leur objectif est d'y apporter des réponses rapides et adéquates, y compris un soutien psychosocial aux enfants. Ils proposent des services de réunification et de réintégration des familles.

## Rôles et responsabilités

### Diapositive 16



2.6 Protection de l'enfance 

#### Rôles et responsabilités

**Composante civile de protection de l'enfance**

- Point de contact de la mission sur la protection de l'enfance
- Conseille la direction de la mission
- Communique avec les conseillers à la PdC et les composantes en uniforme sur les activités de prévention
- Organise des formations sur la protection de l'enfance
- Élabore des rapports et assure le suivi des six violations graves
- Engage le dialogue avec les parties au conflit
- Assure la coordination avec l'UNICEF et d'autres acteurs pertinents

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 16



**Message clé n°10 :** La composante Protection de l'enfance de la mission dirige et coordonne le travail de la mission en matière de protection de l'enfance.

### Personnel chargé de la protection de l'enfance


Le personnel civil chargé de la protection de l'enfance dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU comprend des CPE nationaux et internationaux, des officiers, des assistants et des bénévoles de l'ONU.

Le personnel chargé de la protection de l'enfance (généralement dirigé par un conseiller principal à la protection de l'enfance) joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du mandat de protection de l'enfance des opérations de paix de l'ONU. En tant qu'experts en la matière, ces professionnels jouent un certain nombre de rôles importants, notamment en fournissant des conseils à toutes les composantes et la direction de la mission, en particulier le chef de mission, et en travaillant en étroite collaboration avec d'autres composantes civiles et en uniforme.

Le personnel chargé de la protection de l'enfance travaille en étroite collaboration avec les spécialistes de la protection de l'enfance de l'UNICEF et d'autres agences de l'ONU, ONG et autorités ou organisations gouvernementales concernées par ces activités.

### Diapositive 17



2.6 Protection de l'enfance 

**Rôles et responsabilités**

**Autres composantes**

- RSSG/CDM
- Conseillers à la PdC
- Composantes DDR et RSS
- Composante Droits de l'homme
- Composantes Affaires judiciaires et pénitentiaires
- Composantes Affaires politiques et Affaires civiles
- Conseiller aux questions liées au genre et à la protection des femmes

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 17



**Message clé n°11 :** Le mandat de protection de l'enfance est un mandat à l'échelle de la mission. Toutes les composantes d'une mission contribuent à la protection de l'enfance dans leurs tâches quotidiennes.

### Représentant spécial du Secrétaire général / Chef de mission

- Pilote l'intégration des obligations de protection de l'enfance dans l'ensemble des décisions, activités et processus stratégiques et opérationnels de la mission.
- Promeut une approche à l'échelle de la mission pour mettre en œuvre les aspects du mandat de la mission relatifs à la protection de l'enfance.
- Assume la responsabilité générale, au sein de la mission, de la planification, de l'approche intégrée, de la formation, de la coordination, du suivi et de l'établissement de rapports en matière de protection de l'enfance ainsi que du dialogue avec les parties au conflit.
- Certaines unités **travaillent en étroite** collaboration avec l'unité de protection de l'enfance.

### Équipe de protection des civils ou conseiller à la protection des civils

- Travaille à la coordination des activités de prévention et d'intervention avec le personnel chargé de la protection de l'enfance.
- Apporte un soutien à la mission en matière de préparation, de planification et d'alerte rapide en cas de menaces contre les civils, y compris les enfants.

### Composantes Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et Réforme du secteur de la sécurité (RSS)

- Veillent à ce que les stratégies nationales et de mission comprennent des dispositions relatives à la libération des enfants qui sont aux mains des forces et des groupes armés, ainsi que des mécanismes de contrôle visant à empêcher l'enrôlement d'enfants dans les organes de sécurité.

### **Composantes Droits de l'homme, Affaires judiciaires et pénitentiaires**

- Contribuent aux enquêtes sur les violations des droits humains commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé
- Alimentent la collecte d'informations sur les six violations graves commises à l'encontre des enfants
- Suivent et établissent des rapports sur les arrestations illégales d'enfants.

### **Composantes Affaires politiques et Affaires civiles**

- Veillent à ce que l'analyse des conflits et les efforts de médiation tiennent compte des préoccupations en matière de protection de l'enfance et à ce que les considérations relatives à la protection de l'enfance soient incluses dans l'ensemble des initiatives de médiation et de réconciliation nationale de la mission.

### **Conseiller aux questions liées au genre et conseiller à la protection des femmes**

- Aident à identifier et à résoudre les besoins spécifiques aux filles et aux garçons en matière de protection dans des situations de conflit et postérieures aux conflits.
- Recoupent les cas de violences sexuelles liées aux conflits et impliquant des enfants.



**Conseils aux formateurs :** Demandez aux participants d'effectuer un brainstorming sur le rôle des autres composantes dans la protection de l'enfance. Utilisez les listes de composantes des leçons précédentes ou demandez aux participants de nommer une composante et son rôle. Dressez la liste des points sur une feuille du tableau de conférence et développez. Posez la question guide suivante : Qu'en est-il de... ? Après le brainstorming, abordez le contenu ci-dessous sous la forme d'un résumé, en faisant référence à la base de connaissances du groupe qui ne cesse de s'enrichir.


### **Tout le personnel de la mission**

- Une protection efficace des enfants dépend de l'engagement du personnel de toutes les composantes de la mission.

- L'ONU attend du personnel de maintien de la paix qu'il protège les enfants et promeuve leurs droits.

### Diapositive 18



2.6 Protection de l'enfance 

#### Rôles et responsabilités

##### Rôles particuliers de la police de l'ONU

- Encadrer et conseiller la police du pays hôte
- Assurer la formation et le renforcement des capacités de la police du pays hôte
- Mener une action de police orientée vers la communauté
- Contribuer au suivi et à l'établissement de rapports sur les violations graves commises contre les enfants

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 18




**Message clé n°12 :** La composante Police peut prendre des mesures spécifiques en faveur de la protection de l'enfance.

**La police de l'ONU**, en consultation avec la composante Protection de l'enfance, peut :

- Conseiller les forces de police du pays hôte sur la manière de traiter les enfants en contact avec la loi afin de garantir les droits des enfants, y compris des victimes et des témoins
- Conseiller les forces de police du pays hôte sur la manière de traiter les auteurs
- Former les membres de la police du pays hôte aux droits humains, y compris à la protection de l'enfance
- Signaler l'arrestation d'enfants par la police du pays hôte aux unités de protection de l'enfance ou des droits humains afin qu'elles puissent en assurer le suivi
- Contribuer à l'élaboration de rapports et à la surveillance concernant les six violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé en partageant des informations avec le personnel chargé de la protection de l'enfance, qui est responsable de l'élaboration de rapports et de la surveillance.

### Diapositive 19



2.6 Protection de l'enfance 

#### Rôles et responsabilités

**Rôle particulier de la composante militaire de l'ONU**

- Assure la protection physique des enfants
- Contribue au suivi et à l'établissement de rapports en partageant des informations avec la composante Protection de l'enfance
- Protège les enfants qui se rendent ou sont remis à la mission jusqu'à ce que la composante Protection de l'enfance puisse intervenir
- Intègre la protection de l'enfance à la planification de toutes les opérations militaires

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 19



**Message clé n°13 :** Dans ses tâches quotidiennes, le personnel militaire de l'ONU contribue au mandat de protection de l'enfance d'une mission.


### Les agents de maintien de la paix de la composante militaire :

- Protègent physiquement les enfants confrontés à des menaces imminentes
- Contribuent à l'élaboration de rapports et à la surveillance sur les six violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé en partageant des informations avec le personnel chargé de la protection de l'enfance qui est responsable de l'élaboration de rapports et de la surveillance.
- Fournissent des alertes et des informations aux composantes et au personnel chargés de la protection de l'enfance sur les violations des droits de l'enfant observées dans le cadre du travail régulier
- Soutiennent la composante DDR, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures de protection de l'enfance.
- Accueillent et protègent les enfants associés aux forces et aux groupes armés qui sont capturés au cours des opérations ou qui se rendent à la mission jusqu'à ce que la section/l'unité civile de protection de l'enfance puisse apporter son aide.
- Intègrent la protection de l'enfance dans la planification de toutes les opérations militaires, en particulier celles qui font appel à la force militaire, et adoptent des mesures d'atténuation pour limiter les risques encourus par les enfants à proximité de l'opération.

## Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

### Diapositive 20



2.6 Protection de l'enfance 

**Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?**

- Identifier les menaces et les violations en matière de protection et y être attentif
- Consigner les informations essentielles sur les menaces ou les violations observées
- Ne pas interroger les enfants
- Protéger les informations sensibles
- Communiquer un rapport au personnel chargé de la protection de l'enfance et à d'autres experts

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 20



**Message clé n°14 :** Tous les membres du personnel de maintien de la paix de l'ONU ont le devoir de protéger les enfants dans le cadre de leurs fonctions officielles et de leur comportement personnel. Le personnel de maintien de la paix doit être prêt à agir s'il est témoin de violations commises à l'encontre d'enfants.

- Prendre la protection de l'enfance au sérieux en tant que partie intégrante du travail.
- Identifier les menaces et les violations en matière de protection, y compris les six violations graves et les autres violations mentionnées dans la leçon, et y être attentif.
- Consigner les informations essentielles sur les violations ou menaces observées : heure, lieu, auteur présumé, victime et circonstances.
- Ne pas interroger les enfants. Prendre note de l'âge et du sexe de l'enfant. Recueillir des informations sur ses parents ou les personnes qui s'occupent de lui, y compris s'il s'agit d'un enfant non accompagné ou séparé de sa famille.
- Protéger la sécurité et la confidentialité. Protéger les informations sensibles. Ne prendre aucune mesure susceptible de mettre en danger les victimes, les témoins, les sources et les autres personnes collaborant à la mission.
- Établir des rapports destinés au personnel chargé de la protection de l'enfance ou à d'autres unités compétentes (par exemple, Droits de l'homme,



DDR) à des fins de vérification et de suivi, notamment pour aiguiller les enfants vers certains services.



**Conseils aux formateurs :** Avant de diffuser les diapositives qui récapitulent les choses à faire et à ne pas faire, demandez aux participants à la formation de réfléchir à ce qu'ils ont entendu au cours de la leçon et de citer les actions prioritaires pour les agents de maintien de la paix (ce que les agents de maintien de la paix **doivent faire** et ce qu'ils **ne doivent pas faire**). Notez ces points sur une feuille du tableau de conférence. Utilisez la feuille du tableau de conférence comme point de référence principal et la diapositive pour conclure. Les questions relatives à la conduite et à la discipline, y compris les dispositions relatives aux enfants, sont traitées dans le Module 3 – Leçon 3.2.



**Message clé n°15 :** Le personnel de maintien de la paix doit faire de la sécurité et du bien-être des enfants sa priorité absolue. L'intérêt supérieur de l'enfant préside à toutes les interactions du personnel de maintien de la paix avec les enfants.

Bien que certaines situations ne semblent pas préjudiciables à première vue, elles peuvent causer du tort aux enfants ou à leur famille. Voici quelques conseils pour aider le personnel de maintien de la paix à prendre les bonnes décisions.

### Diapositive 21



2.6 Protection de l'enfance 

**À FAIRE**

- Signaler les cas de mauvaise conduite
- Préserver la confidentialité des informations
- Aiguiller les enfants victimes de violations vers les services compétents
- Demander des orientations au conseiller à la protection de l'enfance, si nécessaire



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 21

### À faire

- **À faire** : Préserver la confidentialité des informations relatives à la protection de l'enfance, qui constituent souvent des données sensibles (noms, lieux, etc.).
- **À faire** : Aider les enfants lorsqu'ils se rendent ou sont capturés.
- **À faire** : Orienter les enfants vers les services adéquats par l'intermédiaire du CPE.
- **À faire** : Demander conseil au personnel de protection de l'enfance si vous ne savez pas comment réagir dans certaines situations.

### Diapositive 22



2.6 Protection de l'enfance 

**À NE PAS FAIRE**

- Ne pas faire appel à des enfants pour quelque service que ce soit
- Ne pas interroger les enfants
- Ne pas prendre de photos d'enfants victimes de violations
- Ne pas donner de l'argent, de la nourriture ou d'autres produits aux enfants



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 22

### À ne pas faire

- **À ne pas faire** : Se livrer à des activités sexuelles avec des enfants.
- **À ne pas faire** : Utiliser les enfants pour travailler ou pour d'autres services.
- **À ne pas faire** : Interroger les enfants. Toutefois, **notez** les informations de base et partagez-les avec les unités formées pour travailler avec les enfants, par exemple les unités chargées de la protection de l'enfance ou des droits humains.
- **À ne pas faire** : Prendre des photos d'enfants victimes de violations et utiliser ces photos dans des rapports. Il s'agit notamment des enfants détenus ou des enfants associés aux forces ou aux groupes armés.
- **À ne pas faire** : Donner de l'argent, de la nourriture ou d'autres articles aux enfants.
- **À ne pas faire** : Utiliser les écoles ou les hôpitaux comme bases pour des activités militaires.

## Clôture de la leçon

### Diapositive 23



**Conseils aux formateurs :** Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

## Document – Résumé des messages clés

**Message clé n°1 :** Le droit international considère les personnes de moins de 18 ans comme des enfants, à moins que leur pays ne les considère comme des adultes à un âge plus précoce. Pour l'ONU, toutes les personnes de moins de 18 ans sont des enfants, quelle que soit la législation nationale.

**Message clé n°2 :** La nécessité, pour les agents de maintien de la paix de l'ONU, d'assumer pleinement leurs responsabilités en matière de protection de l'enfance **n'a jamais été aussi prégnante.**

- Dans un contexte où la violence et les conflits armés deviennent de plus en plus multidimensionnels, complexes et chroniques, les violations commises à l'encontre des enfants ne cessent d'augmenter.
- Les enfants sont touchés par de nouvelles menaces, notamment l'extension des combats à de nouvelles zones, la scission des groupes armés, la violence intercommunautaire, la recrudescence de l'activité des groupes armés et les risques croissants de blessures ou de décès dus aux engins explosifs.

**Message clé n°3 :** Les conflits armés touchent les enfants de manière disproportionnée. Les besoins des filles peuvent s'avérer différents de ceux des garçons en fonction de leur rôle pendant et après le conflit.

**Message clé n°4 :** « La guerre viole tous les droits de l'enfant » : c'était la conclusion tirée par Graça Machel dans son étude historique de 1996 remise au Secrétariat général et intitulée *Impact des conflits armés sur les enfants*. Les six violations graves suivantes se produisent souvent dans des situations de conflit armé :

1. Le recrutement et l'utilisation d'enfants par des forces ou des groupes armés
2. Le meurtre et la mutilation
3. Le viol ou d'autres formes de violences sexuelles
4. Les attaques contre les écoles et hôpitaux
5. Les enlèvements
6. Le [refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire](#).

**Message clé n°5 :** Deux organisations **sont les figures de proue** des efforts mondiaux en faveur des enfants dans des conflits armés : le **BRSSG-ECA** et **l'UNICEF**.

- L'ONU a créé le **Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé** en 1996, avec pour mandat spécifique de protéger les enfants des conséquences des conflits armés.
- Le **Fonds de l'ONU pour l'enfance** (UNICEF) est la principale agence humanitaire et de développement à œuvrer au niveau mondial pour les droits de chaque enfant.

**Message clé n°6 :** Le cadre juridique oblige les opérations de maintien de la paix de l'ONU à protéger les enfants dans les conflits armés. Les droits humains et le

droit humanitaire internationaux accordent aux enfants une protection et une attention particulières.

**Message clé n°7 :** L'ONU défend les droits humains et le droit humanitaire internationaux. En ce qui concerne les enfants dans les conflits armés, elle a enrichi le droit international d'un ensemble de résolutions et de mesures de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que de politiques, d'orientations et de pratiques relatives à la protection de l'enfance.

**Message clé n°8 :** Les opérations de maintien de la paix jouent un rôle essentiel dans la protection de l'enfance dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés et des résolutions spécifiques aux missions. La politique de protection de l'enfance (2017) souligne l'obligation de l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU de défendre et de respecter les droits des enfants et de soutenir la mise en œuvre du mandat de protection de l'enfance.

**Message clé n°9 :** En tant qu'agents de maintien de la paix, vous devez faire preuve de vigilance et être capables d'identifier les violations commises à l'encontre des enfants. La Politique de l'ONU en matière de protection de l'enfance (2017) et le Manuel de l'ONU pour le personnel chargé de la protection de l'enfance (2023) fournissent des orientations aux missions dans ce domaine.

**Message clé n°10 :** La composante Droits de l'homme de la mission dirige et coordonne le travail de la mission en matière de protection de l'enfance.

**Message clé n°11 :** Le mandat de protection de l'enfance est un mandat à l'échelle de la mission. Toutes les composantes d'une mission contribuent à la protection de l'enfance dans leurs tâches quotidiennes.

**Message clé n°12 :** La composante Police peut prendre des mesures spécifiques en faveur de la protection de l'enfance.

**Message clé n°13 :** Dans ses tâches quotidiennes, le personnel militaire de l'ONU contribue au mandat de protection de l'enfance d'une mission.

**Message clé n°14 :** Tous les membres du personnel de maintien de la paix de l'ONU ont le devoir de protéger les enfants dans le cadre de leurs fonctions officielles et de leur comportement personnel. Le personnel de maintien de la paix doit être prêt à agir s'il est témoin de violations commises à l'encontre d'enfants.

**Message clé n°15 :** Le personnel de maintien de la paix doit faire de la sécurité et du bien-être des enfants sa priorité absolue. L'intérêt supérieur de l'enfant préside à toutes les interactions du personnel de maintien de la paix avec les enfants.